

Des Haïtiens en sont réduits à manger de la boue

FAIM. La cherté des denrées alimentaires, les inondations, l'instabilité politique et une coopération internationale inadéquate sont en cause.

Ram Etwareea

Quand il n'y a rien à manger, il y a encore de la terre. Le mélange, avec un peu d'eau, du sel et de la matière grasse végétale, donne une masse boueuse lisse. Découpée en rondelle plate et séchée au soleil, elle devient une sorte de «biscuit», «pas appétissant et qui donne des maux de ventre», disent ceux qui en dégustent. Mais c'est bien le seul repas que prennent des milliers de Haïtiens trois fois par jour depuis quelques semaines. Autant dire que Haïti n'en finit pas sa descente aux enfers.

Comment en est-on arrivé là? Charles Ridoré, un Fribourgeois d'origine haïtienne et ancien secrétaire romand de l'organisation caritative Action de carême, accuse d'embée la classe politique de son pays natal. «L'instabilité et la guerre des clans ont empêché tout progrès. Les réformes, notamment agraires, n'ont pas eu lieu, et le pays importe l'essentiel des produits alimentaires de base», explique-t-il. En effet, la totalité de la farine consommée, soit 200000 tonnes par an, est importée. Pour le riz, 75% de la consommation, soit 320000 tonnes, vient de l'étranger.

Haïti en chiffres

Superficie: 27 750 km²
Capitale: Port-au-Prince
Population: 9 millions
Espérance de vie: 53 ans
PIB/habitant: 450 dollars
Population vivant avec moins de 2 dollars par jour: 78%
Population vivant avec moins de 1dollar par jour: 55%
Classement selon les Indicateurs du développement humain du PNUD: 146e sur 177
Population sous-alimentée: 46%
Aide internationale: 515 millions de dollars
Aide par habitant et par année: 60 dollars.
Dépenses publiques dans le domaine de la santé: 2% du PIB

Or, les prix du riz et de la farine ont pris l'ascenseur ces derniers temps sur le marché mondial. Les raisons sont multiples: mauvais temps, récoltes insuffisantes, fortes demandes de l'Asie émergente et utilisation de blé pour les biocarburants. «Pour les 6 millions de Haïtiens qui vivent dans l'extrême pauvreté, sur une population de 9 millions, la hausse des prix des produits alimentaires est insupportable», explique Mario Rapacosta, fonctionnaire à l'Organisation mondiale de l'alimentation (FAO), basée à Rome. Il fait aussi remarquer qu'il y a de moins en moins de vivres disponibles pour l'aide humanitaire.

Autre raison de cette catastrophe: Noël et Olga, deux cyclones tropicaux qui ont dévasté le pays en novembre et en décembre. «Ils ont frappé juste avant les récoltes des bananes plantains et des légumes et ont tout détruit», poursuit Mario Rapacosta. Selon lui, ce sont précisément les paysans des hauts plateaux qui ont tout perdu et qui sont aujourd'hui réduits à l'extrême pauvreté.

Marco Gilli, responsable de l'aide humanitaire suisse à Port-au-Prince, la capitale haïtienne, n'est pas surpris que les gens démunis finissent par manger de la boue. «Nous voyons de plus en plus d'enfants à la campagne, ayant une teinte rouquine. C'est un indicateur fiable de l'extrême malnutrition», dit-il. La coopération suisse consacre environ 5 millions de francs par année à Haïti. L'essentiel est versé au Programme alimentaire mondial (PAM) qui achète et distribue les vivres.

Mario Rapacosta ne cache pas sa frustration face à cette situation. Il estime que le fonctionnement de la FAO, mais aussi de l'ensemble des organisations onusiennes et non gouvernementales, est en cause. «Nous agissons en cas d'urgence et négligeons les problèmes structurels, dit-il. Le travail de prévention des catastrophes - construction des infrastructures, éducation des paysans - passe à la trappe.»

Pour Charles Ridoré, il y a un autre coupable: les exportations subventionnées du riz, de la farine et d'autres denrées par les Etats-Unis et l'Europe. «Petit à petit, nos paysans ont abandonné les champs parce qu'ils ne pouvaient pas faire face aux importations à bas prix, explique-t-il. Aujourd'hui nous sommes dépendants des importations et payons le prix fort lorsque le marché international est à la hausse.»

Article paru dans Le Temps, le vendredi 1 février 2008 .